

LEÇON 13 : LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS

La notion de différend ou de conflit renvoie à des oppositions d'intérêts, économiques, juridiques, politiques (intérêts difficilement dissociables les uns des autres).

Un conflit purement interne peut devenir un conflit international :

- exercice de la protection diplomatique
- une guerre civile peut devenir un conflit internationalisé (si l'un des belligérants obtient le soutien militaire d'autres États par ex).

Malgré la diversité des conflits, il est un principe selon lequel ils doivent être réglés de façon pacifique. Il existe plusieurs types de règlement des conflits :

- le mode diplomatique qui laisse en principe les parties libres d'accepter ou non la solution éventuellement proposée par un tiers
- le mode juridictionnel, arbitrage et recours à la juridiction internationale. Il y a obligation des parties au différend à accepter, avec autorité de la chose jugée, la solution élaborée par le juge ou l'arbitrage.

I. La négociation

La négociation est le mode initial et le plus ordinaire de règlement des différends, c'est une rencontre en vue de parvenir à un accord dans un cadre bilatéral ou multilatéral. Elle doit être menée avec la volonté réelle d'aboutir, cependant l'obligation de négocier n'équivaut pas à une obligation de conclure.

Les États en litige sont dans l'obligation de négocier (principe coutumier)

- mode de droit commun de règlement des différends, préalable à toute autre procédure : « *avant qu'un différend fasse l'objet d'un recours en justice, il importe que son objet ait été nettement défini aux moyens de pourparlers diplomatiques* » (CPJI, 30 avr. 1924, Concessions Mavrommatis en Palestine (Grèce/Royaume-Uni))
- les négociations doivent être menées de bonne foi
- les États n'ont pas l'obligation de parvenir à une solution de compromis (ex : suspension des négociations entre la Palestine et Israël en raison de l'opération militaire menée par Israël dans la bande de Gaza, début mars 2008)

A. Mesures de rétorsion

Actes de contrainte non armée et licites, réagissant soit à un acte illicite (violation d'un traité par ex), soit à un acte simplement inamical ou discourtois

- mesures vexatoires à l'égard des ressortissants de l'État « sanctionné » (ainsi, en mai 2005, la Biélorussie a expulsé un diplomate polonais en poste à Minsk, la Pologne réagit en faisant de même quelques jours plus tard à l'encontre d'un diplomate biélorusse)
- refus de participer à certaines animations, en guise de protestation contre l'attitude de l'État organisateur (boycott des États-Unis en 1980 aux JO de Moscou pour protester contre l'intervention soviétique en Afghanistan; l'URSS boycottera les JO de Los Angeles en 1984).

Question : faut-il boycotter les JO de Pékin en protestation aux violations massives des droits de l'homme ?

- mesures d'embargo technologique de produits « sensibles », susceptibles notamment d'avoir des applications militaires (technique mise en oeuvre par les pays occidentaux à l'égard des pays communistes lors de la guerre froide)

B. Les contre-mesures

Moyens qui, s'ils n'étaient pas pris en réaction à un précédent acte illicite, seraient eux-mêmes contraires aux obligations internationales de l'État, ex : * suspension totale ou partielle de l'application d'un traité en réponse à une violation substantielle de ce traité par l'autre partie;
* le gel des avoirs qu'un État détient à l'étranger : gel des avoirs iraniens par les Etats-Unis en 1979; gel des avoirs du gouvernement serbe décrété par les États membres de l'Union européenne en 1998.

Condition de licéité des contre-mesures :

- doivent être dirigées contre l'État auteur de l'acte illicite auquel elles répondent
- être précédées - sauf urgence - d'une demande de négociation
- ne pas être disproportionnées au regard du préjudice subi
- être temporaires

Deux hypothèses dans lesquelles les Etats ne sont pas libres d'adopter des contre-mesures :

- dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce
- dans le cadre de l'Union européenne

III. L'intervention d'un tiers sans pouvoir de décision

A. Les bons offices

Un tiers (État, organisation internationale, personnalité indépendante) offre son entremise pour assurer le contact entre les parties en litige, cette intervention est discrète et sa solution n'est pas obligatoire :

- ne prend pas part aux négociations
- sa fonction s'achève, en principe, lorsque les parties en litige acceptent de se rencontrer

Ex : * La France a offert ses bons offices pour la conclusion, en 1973, d'un accord de cessez-le-feu entre les Etats-Unis et le Nord Vietnam (Accords de Paris, 27 janv. 1973).

* Le Secrétaire général de l'OTAN a, en 1956, proposé ses bons offices aux États membres en litige à la suite de l'affaire de Suez.

B. La médiation

Le médiateur va proposer aux parties en litige une base sur laquelle amorcer les négociations

Ex : * médiation des Etats-Unis a permis la conclusion des Accords de Camp David entre Israël et l'Egypte en 1978

* en 1986, le Secrétaire général est intervenu dans l'affaire du Rainbow Warrior opposant la Nouvelle-Zélande à la France

* dans le cadre du conflit israélo-palestinien, les Etats-Unis, la Fédération de Russie, l'Union européenne et les Nations Unies ont constitué un Quatuor international et proposé, en avril 2003, une « Feuille de route pour la paix »

C. L'enquête internationale

L'enquête a pour objet d'établir la matérialité, la nature et les circonstances des faits présentés par les parties comme étant à l'origine du litige qui les oppose. L'enquête a pour objet d'établir les faits

- mise en place d'une commission d'enquête (conclusion d'un accord entre les parties en litige ou décision du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale des Nations Unies), aucune enquête ne peut être mise en place sans l'accord et la coopération de l'Etat concerné
- Le rapport qu'elle rend n'a aucun caractère obligatoire ex : en avril 2005, a été instituée une Commission d'enquête internationale indépendante chargée « d'aider les autorités libanaises à enquêter sur tous les aspects de [l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri] et notamment à en identifier les auteurs, commanditaires, organisateurs et complices » (rés. CS, 1595 (2005), 17 avr. 2005).

Il ya de plus en plus d'enquêtes mises en place de par l'influence croissante des organisations internationales sur les Etats membres.

D. La commission de conciliation

A des pouvoirs d'enquête et va également avoir pour mission de proposer une solution aux parties en litige, la commission oriente les parties vers une solution sans que celle-ci soit obligatoire :

- est constituée par les parties
- son rapport n'est pas obligatoire pour les parties

IV. L'intervention d'un tiers avec pouvoir de décision

i.e. modes de règlement juridictionnel des différends (règlement arbitral et le règlement judiciaire). N.B : différence fondamentale entre la justice internationale et la justice interne :

- dans l'ordre juridique interne, la justice est obligatoire en ce sens que toute partie à un litige peut saisir unilatéralement un tribunal;
- dans l'ordre juridique international au contraire, la justice est facultative, en ce sens que le recours juridictionnel est soumis au consentement de toutes les parties à un litige

Cependant, une fois valablement saisie, la juridiction internationale rend une décision obligatoire pour les parties

A. L'arbitrage

Dans l'histoire des relations internationales, le règlement arbitral, plus respectueux des souverainetés étatiques, a précédé le règlement judiciaire. L'arbitrage « moderne » apparaît à la fin du XIXe siècle. L'arbitrage international a « pour objet le règlement des litiges entre les États par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit » (Convention de 1907 instituant la Cour permanente d'arbitrage).

En principe, les arbitres sont désignés par les parties en litige elles mêmes, elles peuvent choisir un juge unique, en règle générale, les parties choisissent un chef d'État ou un juriste reconnu. Mais les Etats en litiges peuvent également instituer un tribunal arbitral, composé d'un nombre impair d'arbitres (le plus souvent 3 ou 5).

La sentence arbitrale, adoptée à la majorité des membres du tribunal à la suite de délibérations se fait à huis clos. La sentence est dotée de l'autorité relative de chose jugée et n'a pas de caractère exécutoire en ce sens qu'il n'existe pas, en droit international, de procédure d'exécution forcée des sentences arbitrales.

B. Le recours à une juridiction permanente

Juridictions internationale à compétence générale : la Cour internationale de justice. Elle est composée de 15 juges, élus pour 9 ans par l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité. Elle a une compétence **ratione materiae**, potentiellement illimitée : elle peut connaître de tout différend interétatique, quel qu'en soit le domaine « *La compétence de la Cour s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur* ».

Elle a compétence **ratione personae** cad relativement restreinte, les États ayant seuls « *qualité pour se présenter devant la Cour* ». Cette compétence est subordonnée au consentement des États en cause.

La procédure est à la fois écrite (communication par les États de leurs mémoires et contre mémoires) et orale (audition par la Cour des parties ainsi que des témoins et experts éventuels). La Cour délibère à huis clos. L'arrêt est adopté à la majorité des juges présents et est obligatoire et exécutoire.

Quelques exemples de juridictions internationales à compétence restreinte :

- Organe de règlement des différends de l'OMC
- Tribunal international du droit de la mer
- Tribunal administratif de l'OIT
- Tribunal administratif des Nations Unies